

Chapitre 4 — Méthodologie et sources

Introduction

Toute recherche scientifique repose sur une démarche méthodologique explicite qui permet d'articuler le cadre théorique, les matériaux empiriques et l'analyse critique. Dans le cas de cet ouvrage consacré à la politique monétaire en Haïti entre 2020 et 2025, la rigueur de la méthodologie est d'autant plus nécessaire que le sujet étudié est traversé par de fortes tensions politiques, sociales et institutionnelles. L'objectif n'est pas seulement de décrire les choix de la Banque de la République d'Haïti (BRH), mais de les interpréter à la lumière de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022). Cela suppose de définir avec précision les sources mobilisées, les outils d'analyse retenus et les critères d'évaluation adoptés.

La méthodologie adoptée combine deux dimensions complémentaires :

- Une approche théorique, qui mobilise les cadres doctrinaux classiques (monétarisme, keynésianisme, prescriptions du FMI et de la Banque mondiale) et les confronte à la théorie de l'incompatibilité des choix publics ;
- Une approche empirique, qui repose sur l'analyse systématique des *Notes sur la politique monétaire* publiées par la BRH entre 2020 et 2025, en dialogue avec des données macroéconomiques (inflation, taux de change, réserves, crédit, transferts) et des rapports internationaux.

Cette double articulation permet d'éviter deux écueils fréquents dans l'analyse des politiques économiques en Haïti : d'une part, l'abstraction purement doctrinale, qui néglige la réalité des contraintes ; d'autre part, le positivisme empirique, qui décrit les données sans en proposer une lecture critique et théorisée.

Le cœur de l'analyse repose sur les *Notes sur la politique monétaire* de la BRH, publiées trimestriellement et couvrant la période de l'étude. Ces documents constituent une source institutionnelle majeure : ils détaillent l'environnement économique, présentent les décisions adoptées et précisent les objectifs affichés. Leur intérêt réside non seulement dans les données qu'ils contiennent, mais aussi dans la rationalité institutionnelle qu'ils donnent à voir. À travers ces textes, il est possible de saisir comment la Banque centrale justifie ses choix et construit son discours de légitimation (BRH, 2020–2025).

Ces sources primaires sont complétées par des rapports et évaluations produits par le FMI (notamment les *Staff Reports* de 2021 et 2024), la Banque mondiale (par exemple, *Haiti Economic Update* de 2022) et la Banque interaméricaine de développement. Ces documents offrent une perspective externe, souvent normative, qui reflète les contraintes imposées par les bailleurs internationaux et permet de situer les choix de la BRH dans un cadre global. Enfin, des travaux académiques haïtiens et caribéens, tels que ceux de Providence (2015 ; 2025), fournissent une analyse critique précieuse de la gouvernance économique et monétaire dans la région.

La démarche retenue est à la fois diachronique et comparative. Diachronique, car il s'agit de suivre l'évolution des arbitrages de la BRH de 2020 à 2025, en mettant en évidence la manière dont chaque crise (pandémie, insécurité, flambée mondiale des prix...) a modifié les priorités et les instruments de la politique monétaire.

Comparative, car l'expérience haïtienne est replacée dans le contexte caribéen, notamment à travers le contraste avec la République dominicaine, où les choix monétaires ont bénéficié d'un appareil productif plus diversifié et d'une stabilité institutionnelle relative.

Dans cette perspective, la théorie de l'incompatibilité des choix publics est utilisée comme outil de mise en cohérence. Chaque décision monétaire est analysée en fonction de sa contribution relative à la stabilité monétaire, au financement public et au soutien à l'activité, afin d'évaluer quels compromis ont été privilégiés et quels coûts ont été assumés. Ce cadre méthodologique permet de dépasser la simple description pour montrer que les incohérences observées relèvent d'une logique structurelle, et non de décisions isolées ou accidentelles.

Il convient toutefois de souligner certaines limites méthodologiques. Les données produites par la BRH, bien que régulières, souffrent parfois d'un manque de précision et de transparence. De plus, elles traduisent une perspective institutionnelle qui tend à justifier les choix opérés, ce qui nécessite un regard critique constant. L'économie informelle, qui représente une part considérable de l'activité nationale, échappe en grande partie aux indicateurs officiels, ce qui restreint la portée des analyses quantitatives. Enfin, l'approche comparative doit être maniée avec prudence, car les différences de structure productive et institutionnelle entre Haïti et ses voisins limitent la transposabilité directe des expériences.

L'approche méthodologique retenue vise à articuler théorie et empirisme, en mobilisant un corpus de sources primaires (les *Notes sur la politique monétaire* de la BRH), de rapports internationaux et de travaux académiques critiques. Cette démarche, à la fois diachronique et comparative, permettra de

mettre en évidence la dynamique des incompatibilités propres à la politique monétaire haïtienne. En reconnaissant les limites des données disponibles et en intégrant les spécificités de l'économie informelle et de la fragilité étatique, elle prépare le terrain pour l'analyse empirique détaillée de la période 2020–2025, qui constituera le cœur de la deuxième partie de l'ouvrage.

1. Exploitation des Notes de politique monétaire (2020–2025)

L'ossature empirique de ce travail repose sur l'exploitation systématique des *Notes sur la politique monétaire* publiées par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2020 et 2025. Ces documents, produits trimestriellement, constituent une source institutionnelle majeure pour l'analyse des choix monétaires en Haïti. Ils ne se contentent pas de rapporter l'évolution des indicateurs macroéconomiques : ils exposent également la rationalité institutionnelle, les objectifs affichés et les justifications avancées par la BRH pour légitimer ses décisions.

1.1. Nature et structure des Notes

Les Notes de politique monétaire publiées par la Banque de la République d'Haïti (BRH) constituent la source institutionnelle centrale permettant d'analyser, sur la période 2020–2025, la trajectoire des choix monétaires et leurs justifications. Par leur périodicité trimestrielle et leur relative régularité, ces documents s'inscrivent dans une tradition de communication institutionnelle qui vise à présenter à la fois l'évolution de la conjoncture macroéconomique et les décisions de la banque centrale en matière de gestion monétaire et de régulation financière (BRH, 2020–2025).

La nature de ces Notes est double. Elles ont d'abord une fonction technique : elles exposent les principaux agrégats monétaires (inflation, masse monétaire, réserves internationales, taux de

change, encours du crédit, déficit budgétaire), détaillent l'évolution de l'économie domestique et internationale, et précisent les instruments mobilisés (taux directeurs, réserves obligatoires, interventions de change, bons BRH). Elles remplissent également une fonction politique et symbolique, en tant qu'outil de transparence et de signal envoyé aux partenaires internationaux — notamment le FMI et la Banque mondiale — concernant la discipline monétaire et budgétaire du pays.

Sur le plan de leur structure, les Notes suivent généralement une organisation en trois sections principales. La première est consacrée à la conjoncture internationale, mettant en évidence l'évolution des prix mondiaux (pétrole, denrées alimentaires), des flux financiers internationaux et des politiques des grandes banques centrales (FMI, 2021; World Bank, 2022). La deuxième section analyse la situation macroéconomique nationale, à travers les dynamiques de croissance, d'inflation, de déficit budgétaire et de balance des paiements. Enfin, la troisième partie présente les orientations de politique monétaire de la BRH, en explicitant les décisions prises et les objectifs poursuivis, généralement centrés sur la stabilité des prix, la défense du taux de change et le contrôle de la liquidité.

L'examen comparé de ces documents révèle aussi une évolution diachronique. Dans les Notes de 2020–2021, l'accent est mis sur les mesures d'urgence face à la pandémie de Covid-19 et sur l'assouplissement temporaire destiné à soutenir la liquidité. À partir de 2022, confrontée à une inflation galopante, la BRH insiste davantage sur la rigueur et l'utilisation intensive d'instruments restrictifs (bons BRH, réserves obligatoires). Enfin, les Notes de 2024–2025, dans le contexte du programme conclu avec le FMI, mettent en avant le principe du financement monétaire nul et la discipline monétaire comme éléments centraux de la crédibilité externe (FMI, 2024).

Ainsi, les Notes de politique monétaire apparaissent non seulement comme un instrument de communication, mais aussi comme une source empirique précieuse pour l'analyse académique. Elles offrent un aperçu unique des représentations institutionnelles de la BRH, des arbitrages effectués et des tensions récurrentes entre objectifs affichés et contraintes structurelles. Mais leur lecture exige une posture critique : leur caractère normatif et performatif tend à présenter la politique monétaire comme un exercice de rationalité technique, alors qu'elle est en réalité traversée par des tensions politiques, sociales et internationales (Providence, 2025).

La nature et la structure des Notes de politique monétaire de la BRH en font des documents hybrides : à la fois outils de technicisation et instruments de légitimation. Leur analyse systématique permet de saisir non seulement les instruments mobilisés et les objectifs poursuivis, mais aussi les tensions inhérentes à la politique monétaire en contexte fragile. En ce sens, elles sont moins un simple compte rendu qu'un miroir des incompatibilités qui structurent l'action publique haïtienne.

1.2. Un outil de communication et de légitimation

Au-delà de leur fonction strictement technique, les Notes de politique monétaire publiées par la Banque de la République d'Haïti (BRH) remplissent un rôle crucial de communication institutionnelle et de légitimation politique. Elles constituent une vitrine à travers laquelle la banque centrale cherche à convaincre différents publics — bailleurs internationaux, acteurs financiers locaux, gouvernement, opinion publique — de la cohérence de ses choix et de la crédibilité de son action. Dans un contexte de fragilité institutionnelle et de déficit de confiance généralisé, cette dimension symbolique est tout aussi importante, sinon plus, que leur contenu économique (Providence, 2025).

La fonction de communication des Notes s'exprime d'abord dans leur dimension pédagogique. Elles s'efforcent de présenter les évolutions économiques et les décisions monétaires dans un langage accessible, en exposant les instruments utilisés et en explicitant les objectifs poursuivis : stabilisation de la gourde, maîtrise de l'inflation, maintien de la discipline budgétaire. Ce discours vise à ancrer les anticipations des agents économiques, en leur donnant des repères sur l'orientation future de la politique monétaire. Comme l'a montré Mishkin (2019), la crédibilité d'une banque centrale dépend en grande partie de sa capacité à communiquer clairement ses intentions et à réduire l'incertitude.

Mais les Notes sont également un outil de légitimation. Leur diffusion régulière répond aux attentes des partenaires internationaux, notamment du FMI et de la Banque mondiale, qui exigent des signes tangibles de discipline et de transparence dans la conduite de la politique monétaire. Chaque publication devient ainsi un acte performatif : en affichant sa rigueur et son engagement à respecter le principe du financement monétaire nul (FMI, 2024), la BRH renforce sa crédibilité externe et sécurise l'accès aux financements concessionnels. Ce rôle de vitrine internationale confère aux Notes une dimension stratégique qui dépasse la simple analyse conjoncturelle.

Toutefois, cette fonction de légitimation comporte des limites et des contradictions. Si les Notes consolident la confiance des bailleurs, elles peinent à convaincre les acteurs internes, notamment les ménages et les petites entreprises, qui voient dans la politique monétaire un instrument déconnecté de leurs réalités sociales et productives. Le discours institutionnel, centré sur la stabilité nominale, ne se traduit pas en amélioration tangible du quotidien : l'inflation reste élevée, le crédit demeure inaccessible, et la pauvreté s'aggrave (World Bank, 2023). Cette asymétrie

nourrit une défiance persistante et accentue le fossé entre la légitimité externe et la légitimité interne de la BRH.

Ainsi, les Notes de politique monétaire apparaissent comme un instrument hybride : elles sont à la fois un document technique et un dispositif de communication, un outil d'analyse et un instrument de persuasion. Elles contribuent à légitimer la BRH dans son rôle de gardienne de la stabilité, mais révèlent aussi l'impossibilité de concilier cette fonction symbolique avec une réponse effective aux besoins sociaux et productifs du pays. Cette tension illustre une nouvelle fois la logique d'incompatibilité des choix publics : en privilégiant la communication et la légitimation externes, la banque centrale sacrifie sa crédibilité interne et son rôle de moteur de développement.

En définitive, les Notes de politique monétaire de la BRH doivent être comprises comme des instruments de communication stratégique et de légitimation internationale, autant que comme des documents techniques. Elles renforcent la crédibilité externe du pays, mais leur capacité à générer de la confiance interne demeure limitée. Leur analyse critique met en évidence la dimension performative de la politique monétaire dans un État fragile : elle est autant un discours adressé à l'extérieur qu'une action tournée vers l'intérieur.

1.3. L'évolution des priorités (2020–2025)

L'examen des Notes de politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) révèle une évolution progressive des priorités de l'institution au cours de la période 2020–2025. Ces changements ne relèvent pas seulement d'une adaptation conjoncturelle face aux crises successives, mais traduisent aussi une recomposition des arbitrages entre les trois objectifs fondamentaux : stabilité monétaire, financement public et relance économique.

En 2020–2021, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, la priorité a été donnée au soutien à l'activité et à la préservation du tissu économique. La BRH a temporairement assoupli ses instruments (réduction des réserves obligatoires, facilités de refinancement, interventions sur le marché du crédit) afin d'éviter une contraction brutale de l'économie. Cette orientation, inspirée d'une logique keynésienne, a permis un maintien partiel de la liquidité, mais elle a aussi accentué la pression sur le taux de change et alimenté l'inflation (BRH, 2021; FMI, 2021).

En 2022–2023, la priorité s'est déplacée vers la lutte contre l'inflation et la défense de la gourde, dans un contexte marqué par la flambée des prix internationaux consécutive à la guerre en Ukraine et par des tensions sociales croissantes. La BRH a renforcé sa politique restrictive : émissions massives de bons BRH, relèvement des réserves obligatoires, hausse des taux directeurs et interventions accrues sur le marché des changes. L'accent a été mis sur la discipline monétaire, même au prix d'une contraction sévère du crédit et d'un recul de l'investissement productif (World Bank, 2022).

Enfin, à partir de 2024–2025, les Notes mettent au premier plan la discipline externe et la consolidation de la crédibilité institutionnelle, avec l'adoption du principe du financement monétaire nul dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI. La priorité est désormais la restauration de la confiance des bailleurs et la stabilisation nominale de l'économie. Si cette orientation a contribué à ralentir la dépréciation de la gourde et à réduire l'inflation (27 % en 2024 contre plus de 40 % en 2022), elle s'est accompagnée d'une aggravation de la récession et d'une détérioration des conditions sociales (FMI, 2024).

Cette évolution des priorités révèle une logique circulaire et contrainte. La BRH, soumise à des chocs successifs et à des pressions externes, oscille entre soutien à l'activité, discipline monétaire et crédibilité externe, sans parvenir à concilier durablement ces dimensions. Elle confirme que les arbitrages de la période étudiée ne sont pas le résultat d'une simple fluctuation conjoncturelle, mais l'expression d'une incompatibilité structurelle des objectifs publics dans un État fragile (Providence, 2022).

L'évolution des priorités de la BRH entre 2020 et 2025 illustre la transformation d'une politique monétaire réactive face aux crises en une stratégie centrée sur la discipline et la crédibilité externe. Ce glissement, s'il a renforcé la stabilité nominale, a accentué la fracture entre légitimité externe et légitimité interne, confirmant que la politique monétaire haïtienne demeure enfermée dans une logique défensive dictée par les contraintes structurelles et les conditionnalités internationales.

1.4. Intérêt analytique pour la recherche

Les Notes de politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH), au-delà de leur fonction institutionnelle et de communication, présentent un intérêt analytique majeur pour la recherche en sciences économiques et en science politique. Elles constituent une source privilégiée permettant de comprendre non seulement les instruments mobilisés et les objectifs affichés, mais aussi la manière dont une banque centrale en contexte fragile construit son discours, légitime ses choix et négocie avec des contraintes multiples — internes, sociales et externes.

Premièrement, ces Notes permettent de reconstituer la trajectoire historique des arbitrages monétaires. Leur régularité trimestrielle offre une séquence quasi continue de données et de justifications, qui rend possible une analyse diachronique fine des inflexions de

la politique monétaire. Cette périodicité donne accès à la manière dont la BRH a articulé, dans des contextes successifs — pandémie, séisme, chocs inflationnistes mondiaux, négociations avec le FMI —, ses priorités entre stabilité des prix, financement public et relance économique (BRH, 2020–2025).

Deuxièmement, les Notes constituent un observatoire privilégié des rapports entre discours et pratiques. Elles révèlent la dimension performative de la politique monétaire : en publiant ces documents, la BRH ne se contente pas de rendre compte de ses actions, elle construit une image de rationalité et de discipline qui vise à influencer les anticipations des agents et à renforcer la crédibilité auprès des bailleurs (Mishkin, 2019; FMI, 2024). L'analyse critique des écarts entre les objectifs affichés et les résultats empiriques permet ainsi de mettre au jour les tensions entre légitimité externe et légitimité interne.

Troisièmement, les Notes offrent une entrée empirique pour tester et illustrer des cadres théoriques. La théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) trouve dans ces documents une matière empirique riche pour démontrer la logique circulaire des arbitrages : stabiliser la monnaie suppose de restreindre le crédit et de fragiliser la croissance ; financer l'État implique d'alimenter l'inflation ; tenter la relance accroît la demande de devises et déstabilise le change. Ainsi, les Notes ne sont pas de simples archives administratives, mais des matériaux qui permettent d'évaluer la validité et la portée de cadres analytiques appliqués aux États fragiles.

Enfin, ces documents offrent un point d'ancrage comparatif. Leur format et leur contenu, proches de ceux utilisés par d'autres banques centrales, permettent de comparer la politique monétaire haïtienne avec celles d'économies voisines, comme la République dominicaine, la Jamaïque ou d'autres pays de la Caraïbe et de

l'Amérique latine. Ce parallèle met en lumière la spécificité du cas haïtien, marqué par l'importance de l'informalité, la dollarisation partielle et la dépendance aux transferts, mais aussi par la place déterminante des institutions internationales dans la définition des orientations monétaires (ECLAC, 2022; World Bank, 2023).

Ainsi, l'intérêt analytique des Notes réside dans leur capacité à articuler trois dimensions : un outil empirique pour retracer l'histoire économique récente, un instrument discursif révélateur des logiques de légitimation, et un support théorique pour éprouver et enrichir les concepts d'économie politique appliqués aux États fragiles. Leur étude permet de dépasser une vision purement descriptive de la politique monétaire pour en dégager les implications sociales, politiques et théoriques.

L'intérêt analytique des Notes de politique monétaire tient à leur double nature de documents techniques et de textes performatifs. Pour la recherche, elles constituent à la fois un matériau empirique riche, un miroir des contradictions structurelles et un terrain d'expérimentation théorique. Leur mobilisation dans ce travail ne se limite donc pas à une analyse des instruments monétaires, mais vise à interroger la manière dont une banque centrale fragile tente de concilier des objectifs incompatibles dans un contexte de dépendance et d'instabilité.

L'exploitation des *Notes sur la politique monétaire* (2020–2025) constitue la pierre angulaire de l'analyse empirique de cet ouvrage. Ces documents, à la fois techniques et performatifs, permettent de saisir la trajectoire de la BRH et de mettre en évidence les contradictions qui traversent ses choix. Mais leur pleine valeur analytique réside dans leur confrontation avec la théorie de l'incompatibilité des choix publics, qui offre une clé de

lecture pour comprendre pourquoi les objectifs affichés se heurtent à des limites structurelles.

2. Approche comparative (République dominicaine, Zone Caraïbe)

L'analyse de la politique monétaire en Haïti ne peut se limiter à une lecture strictement endogène. Pour mieux comprendre ses contradictions, il est nécessaire de la situer dans une perspective comparative, en la confrontant à des expériences voisines. La République dominicaine et, plus largement, la zone caribéenne offre des points de comparaison pertinents. Ces économies partagent avec Haïti des vulnérabilités communes — exposition aux chocs externes, dépendance aux importations alimentaires et énergétiques, poids des transferts de la diaspora — mais elles présentent aussi des différences structurelles significatives en termes d'appareil productif, de gouvernance monétaire et de crédibilité institutionnelle.

2.1. République dominicaine : un contrepoint immédiat

L'analyse comparative de la politique monétaire haïtienne gagne à être éclairée par l'expérience de la République dominicaine, principal voisin et partenaire commercial d'Haïti. Au cours de la période 2020–2025, la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a affronté des chocs similaires — pandémie de Covid-19, flambée des prix internationaux consécutive à la guerre en Ukraine, ralentissement de l'économie mondiale — mais elle y a répondu avec une efficacité et des instruments sensiblement différents. Ce contraste immédiat met en évidence la spécificité haïtienne et les limites structurelles de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

La première différence réside dans la profondeur et la résilience du système financier dominicain. La BCRD dispose d'un marché bancaire diversifié, d'une base de dépôts large et d'un accès plus

fluide aux marchés internationaux. Cette robustesse institutionnelle a permis, dès 2020, de mettre en œuvre un ensemble de mesures expansionnistes keynésiennes : baisse du taux directeur, lignes de liquidité à long terme pour les banques, assouplissement des réserves obligatoires, et programmes de refinancement ciblés pour les PME et l'immobilier (BCRD, 2022). Ces interventions ont permis de maintenir la liquidité, de soutenir l'investissement et d'amortir l'impact de la pandémie, tout en conservant la confiance des marchés.

Deuxièmement, la République dominicaine a su articuler sa politique monétaire à une stratégie budgétaire cohérente. Le gouvernement dominicain a adopté un plan de relance combinant transferts sociaux, investissements publics et incitations fiscales, financé en partie par des emprunts concessionnels internationaux, mais aussi par une mobilisation fiscale accrue (ECLAC, 2022). Cette coordination entre politique monétaire et budgétaire a renforcé l'efficacité des mesures, alors qu'en Haïti, l'absence de cohésion entre BRH et finances publiques a accentué la logique d'arbitrages impossibles.

Troisièmement, la BCRD a bénéficié d'une crédibilité institutionnelle consolidée, fruit de décennies de réformes et de stabilité politique relative. Cette crédibilité a permis d'ancrer les anticipations des agents économiques et de limiter la dollarisation, alors que la BRH, opérant dans un contexte de défiance institutionnelle et de fragilité étatique, peine à influencer les comportements économiques internes (World Bank, 2023). De fait, si la République dominicaine a connu une inflation supérieure à 7 % en 2022, celle-ci a été maîtrisée rapidement par un resserrement graduel de la politique monétaire en 2023–2024, sans provoquer de récession majeure (BCRD, 2024).

Ce contrepoint immédiat met donc en relief les contraintes structurelles propres à Haïti. Là où la République dominicaine a pu mobiliser des instruments similaires (taux directeurs, réserves obligatoires, interventions de change), ceux-ci ont produit des résultats opposés : stabilisation de l'économie et relance progressive à Saint-Domingue, instabilité et contraction persistante à Port-au-Prince. Ce différentiel s'explique par trois facteurs principaux : l'existence d'un appareil productif diversifié, la crédibilité institutionnelle de la BCRD, et la capacité de l'État dominicain à négocier et mobiliser des financements internationaux sans dépendance excessive aux avances monétaires.

En somme, la comparaison avec la République dominicaine illustre la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence 2018). Elle montre que les arbitrages impossibles identifiés en Haïti ne résultent pas seulement de la conjoncture mondiale, mais d'une configuration structurelle propre à un État fragile : faiblesse de l'appareil productif, déficit institutionnel et dépendance externe. La politique monétaire haïtienne, contrainte par ces limites, reste défensive, alors que son voisin immédiat a pu transformer les mêmes chocs en opportunités de consolidation.

2.2. Les expériences caribéennes : stabilité monétaire et intégration régionale

L'analyse de la politique monétaire en Haïti gagne à être mise en perspective avec les expériences d'autres pays de la Caraïbe insulaire, où des banques centrales opérant dans des contextes eux aussi vulnérables ont cherché à concilier stabilité monétaire, discipline budgétaire et développement économique. Si les trajectoires diffèrent selon la taille des économies, la profondeur institutionnelle et le degré d'intégration régionale, ces

expériences révèlent des contrastes instructifs face aux dilemmes rencontrés par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

La Jamaïque illustre une trajectoire marquée par une discipline monétaire rigoureuse et une coordination renforcée avec le FMI. Après plusieurs décennies d'instabilité macroéconomique, la Bank of Jamaica (BOJ) a adopté, à partir de 2013, un programme de réformes axé sur l'ancrage de l'inflation comme objectif principal, avec une cible de 4–6 % depuis 2017 (BOJ, 2022). En période de crise, notamment durant la pandémie de la Covid-19, la BOJ a utilisé des instruments de soutien temporaires, mais a rapidement recentré son action sur la stabilisation des prix et du change. Cette crédibilité institutionnelle, appuyée par une intégration dans les mécanismes régionaux (Caricom, Caribbean Development Bank), a permis à la Jamaïque d'obtenir des marges de flexibilité tout en préservant une stabilité relative (ECLAC, 2022).

La Barbade, confrontée à une dette publique insoutenable en 2018, a lancé une restructuration ambitieuse sous l'égide du FMI et de ses partenaires régionaux. La Central Bank of Barbados (CBB) a joué un rôle clé dans la mise en œuvre de réformes budgétaires et monétaires strictes, centrées sur la soutenabilité de la dette et la stabilisation de la monnaie locale. Si cette discipline a imposé de lourds sacrifices sociaux, elle a aussi permis de restaurer progressivement la confiance et de réintégrer le pays dans les flux d'investissements internationaux (CBB, 2022).

À l'inverse, Trinité-et-Tobago, bénéficiant d'une rente énergétique, a pu maintenir une politique monétaire plus accommodante, en articulant stabilité du taux de change et soutien au financement public. La Central Bank of Trinidad and Tobago (CBTT) a utilisé ses ressources en devises pour amortir les chocs exogènes et défendre une parité quasi fixe du dollar trinitadien,

tout en préservant des marges budgétaires pour l'investissement (ECLAC, 2022). Ce cas met en évidence l'importance des ressources propres comme facteur d'autonomie monétaire, contrastant avec la dépendance externe haïtienne.

Enfin, l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), à travers la Eastern Caribbean Central Bank (ECCB), illustre une expérience singulière d'intégration monétaire régionale. Le dollar de la Caraïbe orientale, arrimé au dollar américain, a bénéficié d'une stabilité remarquable depuis plus de quatre décennies. Cette stabilité, garantie par une banque centrale supranationale, a permis d'ancrer la confiance et de favoriser l'investissement, même si elle a limité la capacité des États membres à utiliser la politique monétaire comme outil de relance autonome (ECCB, 2022).

Ces expériences caribéennes montrent que la stabilité monétaire n'est pas en soi incompatible avec le développement, dès lors qu'elle s'accompagne de réformes institutionnelles profondes, d'une discipline budgétaire soutenue et d'une intégration régionale qui mutualise les vulnérabilités. À l'inverse, dans le cas haïtien, la faiblesse institutionnelle, l'informalité massive et la dépendance aux transferts et aux financements internationaux empêchent la stabilisation de produire des effets positifs sur la croissance.

La comparaison avec les expériences caribéennes souligne l'originalité, mais aussi l'isolement de la trajectoire haïtienne. Là où la Jamaïque, la Barbade, Trinité-et-Tobago et l'OECO ont su articuler discipline monétaire, réformes institutionnelles et intégration régionale, Haïti reste enfermé dans une logique défensive, où la stabilisation monétaire ne conduit pas à une transformation productive. Ces contrepoints suggèrent que la sortie de l'impasse haïtienne passe par une inclusion régionale

renforcée et une redéfinition de la politique monétaire dans une perspective de souveraineté ajustée, plutôt que par une simple discipline imposée.

2.3. Le contraste avec Haïti

La mise en regard des expériences caribéennes et de la République dominicaine avec le cas haïtien révèle un contraste frappant qui met en évidence les spécificités et les limites structurelles de la politique monétaire menée par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Là où d'autres économies insulaires ou régionales ont su combiner discipline monétaire, intégration régionale et réformes structurelles, Haïti demeure enfermé dans une logique défensive où les arbitrages monétaires ne produisent ni stabilité durable ni relance économique.

Premièrement, la différence la plus notable concerne la profondeur institutionnelle et financière. La République dominicaine, la Jamaïque ou encore la Barbade disposent de systèmes bancaires diversifiés, relativement inclusifs, et capables de transmettre efficacement les impulsions monétaires (BCRD, 2024; BOJ, 2022). À l'inverse, le système bancaire haïtien reste concentré dans quelques établissements, faiblement connecté au secteur productif et largement excluant pour la majorité des ménages et des petites entreprises. Cette faiblesse des canaux de transmission, déjà mise en évidence dans la littérature, neutralise les effets attendus des instruments mobilisés par la BRH.

Deuxièmement, les autres économies caribéennes ont su articuler leur politique monétaire à des réformes structurelles et budgétaires cohérentes. En Jamaïque, la discipline monétaire a été appuyée par une réforme fiscale et institutionnelle de long terme, permettant de réduire la dette et d'ancrer la crédibilité de la banque centrale (FMI, 2022). En Barbade, la restructuration de la dette publique a donné un cadre budgétaire stable qui a renforcé

l'efficacité de la Central Bank of Barbados (CBB, 2022). En Haïti, en revanche, l'absence de réforme fiscale et la dépendance persistante au financement monétaire jusqu'en 2023 ont affaibli toute possibilité de coordination entre politiques monétaire et budgétaire (FMI, 2024).

Troisièmement, l'intégration régionale apparaît comme un facteur déterminant. L'expérience de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), avec sa banque centrale supranationale (ECCB), montre qu'un arrimage régional peut fournir une stabilité monétaire durable en mutualisant les vulnérabilités (ECCB, 2022). De même, la République dominicaine a su bénéficier de son insertion dans les flux régionaux de commerce et d'investissement. Haïti, à l'inverse, reste isolé : sa faible insertion dans les structures de la Caricom et l'absence de coordination régionale renforcent son extrême vulnérabilité face aux chocs exogènes.

Enfin, le contraste tient à la crédibilité institutionnelle. Là où les autres banques centrales de la région bénéficient d'une reconnaissance interne et externe, la BRH reste perçue comme une institution fragile, oscillant entre soumission aux urgences budgétaires de l'État et dépendance aux prescriptions internationales. Cette double contrainte réduit sa légitimité : elle est crédible auprès des bailleurs, mais peu auprès des acteurs économiques domestiques. Cette asymétrie illustre parfaitement la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) : les arbitrages de la BRH, dictés par les contraintes externes et la fragilité interne, ne produisent ni stabilité, ni financement efficace, ni relance durable.

Le contraste entre Haïti et ses voisins caribéens souligne que les difficultés haïtiennes ne relèvent pas uniquement de la conjoncture internationale, mais d'un ensemble de fragilités

structurelles : système financier peu inclusif, absence de réformes fiscales, isolement régional et déficit de crédibilité institutionnelle. Là où d'autres pays ont su transformer la stabilité monétaire en levier de développement et de légitimité, Haïti demeure piégé dans une politique monétaire défensive, incapable de briser le cercle des arbitrages impossibles.

2.4. Intérêt méthodologique de la comparaison

L'usage d'une démarche comparative dans l'étude de la politique monétaire haïtienne n'a pas seulement une valeur illustrative : il possède un intérêt méthodologique majeur. En confrontant l'expérience de la Banque de la République d'Haïti (BRH) avec celles de la République dominicaine, de la Jamaïque, de la Barbade, de Trinité-et-Tobago et de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO), il devient possible de distinguer ce qui relève des contraintes universelles liées aux économies fragiles et ce qui découle des spécificités propres au contexte haïtien.

La comparaison permet d'abord de mettre en évidence les marges de manœuvre différenciées dont disposent les banques centrales de la région. Alors que la BRH est enfermée dans une logique défensive dictée par les urgences budgétaires et les conditionnalités internationales, la République dominicaine ou la Jamaïque ont pu articuler discipline monétaire et stratégies de relance grâce à une meilleure coordination budgétaire et à une crédibilité institutionnelle plus forte (BCRD, 2024; BOJ, 2022). Cette observation confirme l'idée que l'efficacité d'une politique monétaire ne réside pas uniquement dans le choix des instruments, mais dans leur articulation avec le cadre institutionnel et budgétaire.

Ensuite, l'approche comparative éclaire les conditions de succès ou d'échec des politiques de stabilisation. La Barbade et la Jamaïque, par exemple, montrent que la discipline monétaire peut

être socialement acceptée lorsqu'elle s'inscrit dans un projet réformateur global, incluant la restructuration de la dette, des filets sociaux et une communication institutionnelle claire (CBB, 2022; FMI, 2022). À l'inverse, l'expérience haïtienne souligne que, sans projet national intégré, la stabilisation se réduit à une logique punitive qui accroît la défiance et fragilise la légitimité interne.

La comparaison revêt également un intérêt méthodologique dans la mesure où elle permet de tester la robustesse de cadres théoriques. La théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) trouve dans le contraste entre Haïti et ses voisins une validation empirique : les trois objectifs de stabilité monétaire, de financement public et de relance économique ne peuvent être atteints simultanément. Pourtant, l'exemple de l'OECD montre qu'une intégration régionale et un arrimage institutionnel supranational peuvent atténuer ces contradictions, suggérant que la théorie doit être contextualisée et enrichie par une prise en compte des dynamiques régionales (ECCB, 2022).

Enfin, la comparaison permet de dépasser une lecture strictement nationale en soulignant l'importance des dynamiques d'intégration et d'isolement. L'isolement d'Haïti vis-à-vis de la Caricom contraste avec les bénéfices tirés par ses voisins d'une coopération régionale qui mutualise les vulnérabilités et renforce la crédibilité monétaire. Cet élément méthodologique ouvre des pistes pour repenser la politique monétaire haïtienne dans une perspective non seulement interne, mais aussi régionale (World Bank, 2023).

L'intérêt méthodologique de la comparaison tient donc à sa capacité à éclairer les contraintes spécifiques et les possibles alternatives. En mettant en relief la singularité haïtienne tout en l'inscrivant dans un champ plus large d'expériences régionales,

elle permet d'éviter deux écueils : le particularisme qui réduit Haïti à un cas isolé, et l'universalisme qui néglige les spécificités de l'État fragile. La démarche comparative devient ainsi un instrument heuristique essentiel pour analyser la politique monétaire haïtienne et pour ouvrir la réflexion sur des scénarios alternatifs.

L'approche comparative, en confrontant Haïti à la République dominicaine et à d'autres expériences caribéennes, montre que la politique monétaire n'est pas condamnée à l'impuissance face aux chocs externes. Des marges de manœuvre existent lorsque l'appareil productif est diversifié, que les institutions monétaires sont crédibles et que des mécanismes régionaux de stabilisation sont en place. L'expérience haïtienne, à l'inverse, illustre la manière dont l'absence de ces conditions exacerbe les incompatibilités des choix publics. Cette comparaison conforte ainsi la pertinence de la grille de lecture proposée par Providence et prépare l'analyse empirique détaillée de la période 2020–2025.

3. Méthodes qualitatives et quantitatives : indicateurs de la BRH et statistiques macroéconomiques

L'analyse de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 exige une méthodologie combinant des approches qualitatives et quantitatives, de manière à rendre compte à la fois des dynamiques empiriques mesurables et des rationalités institutionnelles qui orientent les choix de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Cette double approche permet de dépasser la simple description statistique, tout en évitant le piège d'une lecture purement discursive des documents officiels.

3.1. Les méthodes quantitatives : exploitation des indicateurs macroéconomiques

L'évaluation empirique de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 repose sur une mobilisation systématique des indicateurs macroéconomiques produits tant par les institutions nationales que par les organisations internationales. Ces indicateurs, s'ils ne suffisent pas à eux seuls à rendre compte de la complexité des dynamiques monétaires et sociales, constituent un outil indispensable pour objectiver les évolutions et mesurer les contradictions entre les objectifs affichés et les résultats obtenus. Leur exploitation permet d'éclairer les arbitrages opérés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et d'illustrer la pertinence du cadre théorique de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022).

La première catégorie d'indicateurs est liée à la stabilité monétaire. L'évolution de l'inflation, du taux de change et des réserves internationales permet de mesurer la capacité de la BRH à contenir les déséquilibres. Les données montrent une inflation supérieure à 20 % sur l'ensemble de la période, atteignant un pic de plus de 40 % en 2022, avant de redescendre à environ 27 % en 2024 grâce à l'adoption du principe du financement monétaire nul (BRH, 2020–2025; FMI, 2024). Le taux de change, malgré des interventions régulières sur le marché des devises, a suivi une tendance structurelle à la dépréciation, confirmant la vulnérabilité externe et la dollarisation partielle de l'économie (World Bank, 2023).

La deuxième catégorie concerne le financement public. Le déficit budgétaire, rapporté au PIB, ainsi que les avances de la BRH au Trésor, révèlent l'ampleur de la dépendance de l'État à l'égard du financement monétaire jusqu'en 2023. Ces indicateurs montrent que, lorsque la BRH soutient le budget, la masse monétaire croît rapidement, accentuant les pressions inflationnistes. À l'inverse,

l'application stricte de la discipline monétaire en 2024–2025 a réduit le déficit, mais en comprimant les dépenses sociales et d'investissement, aggravant ainsi la récession et la pauvreté (FMI, 2021; 2024).

La troisième catégorie d'indicateurs se rapporte à la relance économique. Le PIB réel a enregistré une croissance négative ou stagnante sur la période (–3,3 % en 2020, +1,5 % en 2021, –1,7 % en 2022, –1,9 % en 2023), confirmant l'incapacité des politiques monétaires et budgétaires à soutenir durablement l'activité (World Bank, 2022). L'évolution du crédit au secteur privé, mesurée à partir des statistiques de la BRH, montre également une contraction structurelle liée à la hausse des taux directeurs et à l'absorption de liquidité par les bons BRH. Ces tendances soulignent la contradiction entre la stabilisation nominale et le soutien à l'investissement productif.

Enfin, une quatrième catégorie d'indicateurs, plus transversale, concerne les dynamiques sociales : pauvreté, chômage, insécurité alimentaire. Bien que ces variables ne relèvent pas directement de la politique monétaire, leur évolution témoigne de l'impact des arbitrages macroéconomiques. Selon la Banque mondiale (2023), plus de 60 % de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, et l'insécurité alimentaire a touché près de la moitié des ménages en 2022–2023. Ces chiffres montrent que la stabilisation monétaire n'a pas produit de retombées sociales positives, accentuant le fossé entre légitimité externe et légitimité interne de la BRH.

Ainsi, l'exploitation des indicateurs macroéconomiques permet d'objectiver la dynamique circulaire identifiée par la théorie de l'incompatibilité : stabiliser la monnaie implique de contracter le crédit et d'affaiblir la croissance ; financer le budget alimente l'inflation ; tenter de relancer l'activité déstabilise immédiatement

le taux de change. L'analyse quantitative confirme que les contradictions observées ne sont pas anecdotiques, mais structurelles, et qu'elles résultent d'un système où les trois objectifs fondamentaux de la politique économique demeurent irréconciliables.

Les méthodes quantitatives, en exploitant les indicateurs macroéconomiques, fournissent une base objective pour l'analyse critique de la politique monétaire haïtienne. Elles permettent de mesurer l'ampleur des déséquilibres et de confronter les discours institutionnels aux résultats observés. Toutefois, ces indicateurs doivent être articulés à des approches qualitatives et comparatives pour en saisir pleinement les implications sociales et politiques. Leur mobilisation démontre que, dans le cas haïtien, la stabilité monétaire n'est jamais atteinte sans un coût social et productif élevé, confirmant la pertinence d'une lecture par l'incompatibilité des choix publics.

3.2. Les méthodes qualitatives : analyse des discours institutionnels

L'exploitation des méthodes qualitatives constitue un complément indispensable à l'analyse quantitative des indicateurs macroéconomiques. Dans le cas haïtien, la compréhension des logiques de la politique monétaire ne peut se limiter aux chiffres : elle doit aussi intégrer une lecture critique des discours institutionnels produits par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et par ses partenaires internationaux. Ces discours, présents dans les Notes de politique monétaire, les communiqués officiels, ainsi que dans les rapports du FMI et de la Banque mondiale, ne sont pas de simples reflets de la réalité économique : ils en façonnent la représentation, orientent les anticipations et contribuent à légitimer les arbitrages opérés (Fairclough, 2010; Lascoumes & Le Galès, 2007).

L'analyse de ces discours révèle d'abord leur dimension performative. En décrivant la conjoncture et en explicitant les choix de politique monétaire, les Notes de la BRH visent à influencer les anticipations des agents économiques, en instaurant un cadre interprétatif qui présente la stabilité des prix et du taux de change comme des objectifs incontournables (BRH, 2020–2025). Ce caractère performatif est renforcé par l'usage d'un langage technocratique et normatif, qui tend à naturaliser les contraintes (« nécessité de contenir l'inflation », « discipline budgétaire ») et à marginaliser les alternatives possibles.

Deuxièmement, ces discours participent d'une logique de légitimation. À travers leurs formulations, la BRH cherche à consolider sa crédibilité externe, en montrant sa conformité aux standards internationaux promus par le FMI et la Banque mondiale. L'insistance croissante sur le financement monétaire nul à partir de 2024 illustre cette stratégie : en répétant cet engagement, la BRH ne se contente pas de l'appliquer, elle le met en scène comme preuve de discipline et de sérieux (FMI, 2024; World Bank, 2023). Pourtant, ce discours de légitimation externe contraste avec la défiance interne : pour les ménages et les petites entreprises, la politique monétaire reste perçue comme un instrument déconnecté de leurs besoins immédiats.

Troisièmement, l'analyse qualitative permet de mettre en lumière les silences et omissions des discours institutionnels. Si les Notes détaillent abondamment les instruments utilisés et les chocs exogènes (Covid-19, flambée des prix mondiaux, instabilité politique), elles mentionnent rarement les effets sociaux concrets de la politique monétaire, tels que la progression de la pauvreté, le chômage ou l'exclusion financière. Cette absence révèle une hiérarchie implicite des priorités : la stabilité nominale est valorisée, tandis que les coûts sociaux sont relégués à la périphérie du discours institutionnel.

Enfin, la mise en perspective de ces discours avec la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) montre que la communication institutionnelle tend à masquer les contradictions structurelles. En présentant les objectifs de stabilité, de financement et de relance comme complémentaires, les Notes cherchent à donner l'image d'une cohérence globale. Mais l'analyse qualitative révèle au contraire les tensions : chaque discours qui insiste sur la rigueur budgétaire occulte les effets récessifs ; chaque appel à la relance minimise les pressions inflationnistes ; chaque annonce de discipline monétaire ignore la contraction sociale qu'elle engendre.

L'analyse qualitative des discours institutionnels permet de dépasser une lecture purement descriptive de la politique monétaire pour en saisir la dimension symbolique, performative et politique. Elle montre que la politique monétaire haïtienne ne se définit pas seulement par ses instruments, mais aussi par la manière dont elle est racontée et légitimée. En ce sens, les discours de la BRH, du FMI et de la Banque mondiale constituent autant de matériaux empiriques essentiels pour comprendre comment s'articulent discipline, dépendance externe et déficit de légitimité interne.

3.3. La complémentarité des approches

L'analyse de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 exige une articulation étroite entre approches quantitatives et qualitatives. Chacune de ces méthodes apporte un éclairage spécifique, mais c'est dans leur combinaison que se dessine une compréhension complète des contradictions structurelles qui traversent l'action de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Cette complémentarité méthodologique est indispensable dans l'étude des États fragiles, où les indicateurs chiffrés doivent être replacés dans le cadre discursif, institutionnel et social qui leur donne sens (Lascoumes & Le Galès, 2007; Fairclough, 2010).

Les indicateurs macroéconomiques — inflation, taux de change, déficit budgétaire, masse monétaire, crédit au secteur privé — permettent de mesurer l’impact direct des instruments mobilisés par la BRH (taux directeurs, réserves obligatoires, bons BRH, interventions de change). Leur exploitation montre que les choix opérés ont permis, à certains moments, de ralentir l’inflation et de stabiliser le change, mais au prix d’une contraction du crédit et d’une récession persistante (BRH, 2020–2025; FMI, 2024). Ces données objectives confirment que la politique monétaire haïtienne est prisonnière d’un arbitrage circulaire, où chaque succès nominal se paie par une aggravation des déséquilibres sociaux et productifs.

Cependant, une lecture strictement quantitative risquerait de réduire la politique monétaire à un simple exercice technique. C’est pourquoi les méthodes qualitatives, et notamment l’analyse des discours institutionnels, sont essentielles. Elles révèlent la dimension performative et symbolique des Notes de la BRH, qui cherchent à légitimer l’action monétaire en insistant sur la discipline et la crédibilité externe (FMI, 2024). Elles montrent aussi que le langage technocratique tend à occulter les effets sociaux des choix opérés et à naturaliser la dépendance aux prescriptions internationales. Cette perspective qualitative éclaire les écarts entre le discours officiel et les réalités vécues par les ménages et les entreprises.

La complémentarité des approches réside ainsi dans leur capacité conjointe à dévoiler la circularité des arbitrages. Les chiffres mettent en évidence les contradictions entre stabilité, financement public et relance économique, tandis que l’analyse qualitative révèle comment ces contradictions sont masquées, justifiées ou reformulées dans le discours institutionnel. Ensemble, elles permettent de démontrer que les tensions observées ne sont pas

accidentelles, mais structurelles, inscrites dans le cadre même de la politique monétaire d'un État fragile (Providence, 2022).

Enfin, cette complémentarité ouvre la voie à une comparaison internationale contextualisée. Les indicateurs permettent de comparer objectivement les performances macroéconomiques d'Haïti avec celles de ses voisins (République dominicaine, Jamaïque, Barbade, OECO), tandis que l'analyse qualitative met en évidence la spécificité des récits institutionnels et des stratégies de légitimation. Cette articulation méthodologique évite le double écueil du particularisme (réduire Haïti à un cas isolé) et de l'universalisme abstrait (appliquer mécaniquement des modèles exogènes).

La complémentarité entre approches quantitatives et qualitatives constitue une condition épistémologique essentielle pour analyser la politique monétaire haïtienne. Les chiffres objectivent les contradictions ; les discours révèlent les rationalités sous-jacentes. Ensemble, ils confirment que la politique monétaire n'est pas seulement un champ technique, mais aussi un espace de luttes symboliques et institutionnelles où se jouent les tensions entre stabilité, financement et développement. C'est cette approche intégrée qui permet de démontrer la pertinence et la fécondité de la théorie de l'incompatibilité des choix publics dans le contexte haïtien.

3.4. Enjeux et limites de l'approche mixte

Le recours à une approche mixte, combinant méthodes quantitatives et qualitatives, offre un cadre analytique riche et indispensable pour comprendre la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025. Néanmoins, cette démarche, si elle permet de surmonter certains biais propres à chaque méthode, présente aussi des limites inhérentes à la nature des données disponibles et au contexte institutionnel dans lequel elles sont produites.

Du côté des enjeux, l'approche mixte permet d'abord d'objectiver les évolutions macroéconomiques tout en tenant compte des dimensions symboliques et politiques de la politique monétaire. Les indicateurs (inflation, taux de change, déficit budgétaire, réserves internationales) mettent en évidence la persistance des déséquilibres structurels, tandis que l'analyse des discours institutionnels de la BRH et des bailleurs révèle comment ces déséquilibres sont reformulés et justifiés dans l'espace public (BRH, 2020–2025; FMI, 2024). Cette articulation est essentielle dans un État fragile où la légitimité des institutions repose autant sur la perception des agents que sur les résultats mesurables.

Un second enjeu réside dans la possibilité d'identifier les contradictions structurelles au-delà des chiffres bruts. L'exploitation quantitative des indicateurs pourrait laisser croire à des succès partiels — baisse de l'inflation en 2024, ralentissement de la dépréciation de la gourde — mais la lecture qualitative montre que ces « succès » s'accompagnent d'un coût social et productif élevé : contraction du crédit, récession persistante, aggravation de la pauvreté (World Bank, 2023). L'approche mixte permet donc de mettre en lumière le décalage entre la crédibilité externe de la BRH et sa légitimité interne, confirmant la logique d'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022).

Cependant, cette démarche comporte aussi des limites. D'un point de vue quantitatif, la fiabilité des données pose problème : les statistiques macroéconomiques haïtiennes sont souvent incomplètes, publiées avec retard ou soumises à des contraintes méthodologiques. Leur interprétation doit donc rester prudente (IHSI, 2023). D'un point de vue qualitatif, l'analyse des discours institutionnels peut souffrir d'un biais de performativité : les Notes de la BRH et les rapports du FMI et de la Banque mondiale présentent la politique monétaire sous un jour normatif,

minimisant les alternatives et marginalisant certains effets sociaux. Le chercheur doit donc constamment distinguer ce qui relève du discours stratégique et ce qui traduit une réalité empirique (Fairclough, 2010; Lascoumes & Le Galès, 2007).

Enfin, une limite majeure tient au risque de circularité analytique. En croisant chiffres et discours, on peut être tenté de confirmer a priori la thèse de l'incompatibilité en sélectionnant les données qui l'illustrent. Pour éviter cet écueil, l'approche mixte doit conserver une ouverture critique, en confrontant la théorie aux contre-exemples et en explorant les marges de flexibilité qu'offrent certains épisodes (par exemple, la gestion relativement maîtrisée de la liquidité par la BRH en 2020–2021 malgré la pandémie).

L'approche mixte constitue un outil heuristique puissant pour l'analyse de la politique monétaire haïtienne : elle combine la rigueur des indicateurs et la profondeur critique des discours, tout en révélant la dimension politique des arbitrages économiques. Mais ses limites rappellent que les données et les discours ne sont jamais neutres : ils sont produits dans un contexte de dépendance et de fragilité qui oriente leur contenu et leur interprétation. Reconnaître ces enjeux et ces limites est une condition essentielle pour tirer le meilleur parti de l'approche mixte et pour renforcer sa capacité à éclairer la logique circulaire des arbitrages impossibles dans un État fragile.

En définitive, l'intégration de méthodes qualitatives et quantitatives constitue un choix méthodologique central de cet ouvrage. L'analyse des indicateurs macroéconomiques, replacée dans le contexte discursif des *Notes sur la politique monétaire*, permet de révéler la dynamique des arbitrages impossibles auxquels la BRH a été confrontée entre 2020 et 2025. Ce dispositif méthodologique assure la cohérence entre le cadre théorique et

l'examen empirique, préparant ainsi l'analyse détaillée qui sera développée dans la deuxième partie de l'ouvrage.

Conclusion du Chapitre 4

L'examen des sources et de la démarche méthodologique adoptée pour cette recherche permet de clarifier les conditions dans lesquelles l'analyse de la politique monétaire haïtienne entre 2020 et 2025 sera menée. Trois dimensions essentielles se dégagent de ce chapitre.

Premièrement, l'exploitation systématique des *Notes sur la politique monétaire* de la Banque de la République d'Haïti constitue l'ossature empirique de l'étude. Ces documents, publiés trimestriellement, offrent un suivi continu des décisions de la BRH, de leurs justifications et de leurs résultats attendus. Ils ne se limitent pas à un rôle technique : ils participent aussi à la construction d'un discours institutionnel visant à légitimer l'action de la Banque centrale auprès des acteurs nationaux et internationaux. Leur analyse permet donc de croiser deux niveaux de lecture, celui de la décision opérationnelle et celui de la mise en scène de la crédibilité institutionnelle.

Deuxièmement, la comparaison avec la République dominicaine et la zone caribéenne enrichit la réflexion. Elle met en lumière le contraste entre Haïti et ses voisins : alors que d'autres économies de la région ont pu contenir l'inflation et maintenir une relative stabilité grâce à des institutions plus crédibles, à un appareil productif plus diversifié et, parfois, à des mécanismes régionaux de stabilisation, Haïti illustre au contraire l'accentuation des incompatibilités propres aux États fragiles. Cette mise en perspective souligne que les difficultés haïtiennes ne sauraient être réduites aux seuls chocs exogènes : elles découlent de

conditions endogènes qui rendent la politique monétaire structurellement contradictoire.

Troisièmement, l'adoption d'une approche mixte — combinant méthodes quantitatives et qualitatives — assure une meilleure robustesse analytique. Les indicateurs macroéconomiques (inflation, change, réserves, crédit, financement public) permettent de mesurer objectivement les effets des décisions de la BRH, tandis que l'analyse qualitative des discours institutionnels éclaire les rationalités qui orientent ces choix. Cette complémentarité est essentielle pour éviter à la fois le positivisme statistique, qui négligerait les logiques de légitimation, et l'abstraction discursive, qui ignorerait les dynamiques empiriques.

Ces trois dimensions sont toutefois assorties de limites méthodologiques qu'il convient de reconnaître : fiabilité parfois incertaine des données officielles, invisibilité de l'économie informelle dans les indicateurs classiques, biais performatif des discours de la BRH et difficulté de comparer directement Haïti à des économies régionales aux structures différentes. Ces précautions n'affaiblissent pas l'analyse, mais au contraire en renforcent la rigueur : elles invitent à une lecture critique des sources et à une interprétation prudente des résultats.

En définitive, ce chapitre a permis de préciser le dispositif méthodologique qui guidera l'analyse empirique. En articulant exploitation documentaire, approche comparative et méthodologie mixte, il établit un cadre cohérent pour appliquer la théorie de l'incompatibilité des choix publics à la période 2020–2025. Il prépare ainsi la transition vers la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée à l'examen critique et chronologique des décisions monétaires de la BRH. L'enjeu sera de démontrer, à travers les données et les discours institutionnels, que les

contradictions observées ne relèvent pas de contingences ponctuelles, mais d'incompatibilités structurelles inscrites au cœur de l'État haïtien.

Conclusion de la Première Partie

L'exploration des fondements et des cadres analytiques de la politique monétaire en Haïti entre 2020 et 2025 a permis de dégager les principaux jalons théoriques, institutionnels et méthodologiques nécessaires à l'interprétation des choix opérés par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Cette première partie a montré que, loin d'être le résultat de décisions techniques isolées, la politique monétaire haïtienne s'inscrit dans une trajectoire historique, doctrinale et institutionnelle qui conditionne sa portée et ses limites.

Le premier chapitre a rappelé que la BRH, créée en 1979, est investie de missions classiques de stabilité monétaire, de régulation du système bancaire et de contribution au développement. Elle dispose d'un arsenal d'instruments — taux directeurs, réserves obligatoires, interventions de change, bons BRH — qui la rapprochent des autres banques centrales. Mais dans le contexte haïtien, ces outils s'exercent dans des conditions structurelles défavorables : faible bancarisation, importance de l'économie informelle, dollarisation partielle, vulnérabilité externe. L'écart entre le mandat formel et les contraintes réelles constitue une première clé de lecture des contradictions observées.

Le deuxième chapitre a mis en évidence les influences doctrinales qui orientent la BRH. Trois référentiels dominant : le paradigme monétariste, qui privilégie l'assèchement de la liquidité pour contenir l'inflation ; des inflexions keynésiennes ponctuelles,

adoptées en période de crise pour soutenir la liquidité et préserver l'activité ; et enfin, les prescriptions du FMI et de la Banque mondiale, qui imposent une discipline budgétaire et monétaire stricte. Toutefois, l'application de ces modèles dans une économie fragile se heurte à des limites structurelles. L'informalité massive, la dépendance aux importations et la fragilité institutionnelle réduisent la portée des instruments et des doctrines importées, rendant inopérante la prétention à une régulation cohérente.

Le troisième chapitre a présenté la théorie de l'incompatibilité des choix publics (Providence, 2022) comme un cadre analytique endogène et novateur. Cette théorie postule que, dans les États fragiles, il est impossible de concilier simultanément trois objectifs : la stabilité monétaire, le financement public et le soutien au développement. Toute tentative de satisfaire deux de ces impératifs se fait au détriment du troisième, engendrant une dynamique circulaire d'arbitrages impossibles. Cette approche permet de dépasser les limites des référentiels importés en resituant la politique monétaire dans une économie politique de la fragilité étatique.

Enfin, le quatrième chapitre a précisé la démarche méthodologique et les sources utilisées. L'exploitation systématique des *Notes sur la politique monétaire* de la BRH (2020–2025) constitue l'ossature empirique de l'analyse, complétée par les rapports du FMI, de la Banque mondiale et de la BID, ainsi que par les travaux académiques haïtiens et caribéens. L'approche méthodologique combine analyse quantitative (indicateurs macroéconomiques : inflation, change, crédit, finances publiques) et analyse qualitative (discours institutionnels), dans une perspective diachronique et comparative. Cette posture assure la cohérence entre le cadre théorique et l'analyse empirique à venir.

En définitive, cette première partie a permis de dresser un constat clair : la politique monétaire haïtienne ne peut être comprise à travers les seuls outils traditionnels de l'économie monétaire. Elle doit être interprétée comme un champ de tensions où se croisent contraintes internationales, fragilités internes et arbitrages impossibles. C'est dans cet entrelacement que se situe la pertinence de la théorie de l'incompatibilité des choix publics, qui éclaire la spécificité de la gouvernance monétaire en Haïti.

La deuxième partie de l'ouvrage, consacrée à l'analyse critique de la politique monétaire de la BRH entre 2020 et 2025, mettra à l'épreuve ce cadre théorique et méthodologique. Elle examinera, année par année, la manière dont les crises successives ont façonné les choix de la Banque centrale et révélé la logique circulaire d'incompatibilités. L'ambition est de montrer que les contradictions de la politique monétaire haïtienne ne relèvent pas d'accidents conjoncturels, mais d'une structure profonde de fragilité et de dépendance.

Travaux cités

BCRD. (2022). *Informe Anual 2021*. Santo Domingo: Banco Central de la República Dominicana.

BCRD. (2024). *Informe Anual 2023*. Santo Domingo: Banco Central de la República Dominicana.

BOJ. (2022). *Monetary Policy Report*. Kingston: Bank of Jamaica.

BRH. (2020–2025). *Notes sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.

- BRH. (2021). *Note sur la politique monétaire*. Port-au-Prince: Banque de la République d'Haïti.
- CBB. (2022). *Annual Report 2021*. Bridgetown: Barbados Central Bank.
- ECCB. (2022). *Annual Report 2021*. Basseterre: Eastern Caribbean Central Bank.
- ECLAC. (2022). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2022*. Santiago: Economic Commission for Latin America and the Caribbean - United Nations.
- Fairclough, N. (2010). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language*. London: Routledge.
- FMI. (2021). *Haiti: Staff Report for the 2021 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2022). *Jamaica: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- FMI. (2024). *Haiti: Staff Report for the 2024 Article IV Consultation and Program Engagement*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- IHSI. (2023). *Indicateurs macroéconomiques 2023*. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Indicateurs macroéconomiques 2023. Port-au-Prince :

IHSI, 2023: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique.

Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2007). *Sociologie de l'action publique*. Paris: Armand Colin.

Mishkin, F. S. (2019). *Monetary Policy Strategy*. Cambridge: MIT Press.

Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.

Providence, C. (2025). *L'économie solidaire en Haïti : Femmes, territoires et initiatives populaires*. Québec: Editions Siences et Bien Commun.

World Bank. (2022). *Haiti Economic Update: Coping with Inflation and Insecurity*. Washington, DC: World Bank Group.

World Bank. (2023). *Haiti Economic Update: Building Resilience Amid Fragility*. Washington, DC: World Bank Group.